



Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du 6 septembre 2012

Monsieur le Directeur Académique,

Comme nous le prévoyions, la rentrée 2012 ne répond pas aux attentes et aux besoins des écoles. Elle restera dans les annales des rentrées les plus difficiles au vu de l'augmentation constante du nombre d'élèves et de la suppression massive de postes que nous avons subie ces dernières années. Pour accueillir 31600 élèves de plus, le gouvernement Fillon a supprimé 29 683 postes durant le dernier quinquennat et quelque soit la priorité à l'école primaire affichée par le nouveau gouvernement, les nouveaux postes promis ne suffiront pas pour donner les moyens de cette ambition.

Sur les 22100 postes mis au concours en 2013, 2100 seront réservés au privé, ce qui représente la quasi totalité des postes supprimés dans l'enseignement privé. Pour la FSU, les 60 000 postes prévus doivent être réservés à l'enseignement public !

La dotation supplémentaire d'urgence de 38 postes pour la Gironde, qui se réduisent en fait à 18, s'avère insuffisante. Tout en apportant une petite bouffée d'oxygène, elle ne pourra améliorer qu'à la marge les conditions d'accueil et de scolarisation des 131000 élèves de notre département et les conditions d'exercice de leur métier des près de 8000 professeur-es des écoles. En juillet, les représentant-es du personnel demandaient une dotation exceptionnelle de 100 postes en attendant le plan de rattrapage de 300 postes. Cette dotation aurait permis de rendre le taux d'encadrement plus supportable, d'annuler les suppressions des postes RASED et d'améliorer le remplacement. Aujourd'hui, ce vœux est plus que jamais d'actualité.

Les moins de 3 ans continueront à ne pas être scolarisé-es partout en RRS, des classes seront encore surchargées, des milliers d'élèves ne seront plus aidés par les RASED et des journées de classes ne seront pas remplacées (si les PES permettent parfois d'améliorer la situation ponctuellement, il faut rappeler que le remplacement n'est pas la vocation première de stagiaires en formation.)

Pour finir, la formation initiale et continue restera insuffisante pour aider les enseignant-es à faire réussir tous les élèves.

Même s'il y a urgence, la concertation sur la refonte de l'école menée tambour battant et dans la précipitation prive les collègues et la communauté éducative d'un vrai débat de fond sur les enjeux de la prochaine loi d'orientation et de programmation. Notamment celui de la démocratisation scolaire !

Un nouveau projet pour l'école ne peut être élaboré sans ses principaux acteurs que sont les enseignants. Le SNUipp-FSU demande du temps banalisé dans les écoles pour que chacun puisse y participer. D'ores et déjà, le SNUipp-FSU de la Gironde appelle à l'arrêt de l'aide personnalisée qui n'est pas la plus appropriée pour venir en aide aux élèves en difficultés et demande aux équipes d'utiliser ce temps pour débattre du projet éducatif et faire des propositions pour cette future loi.

L'aide administrative dans les écoles reste une question très préoccupante. La rentrée passée, les écoles ne savent toujours pas si elles pourront continuer à bénéficier de leur aide administrative.

Alors qu'en juin, la secrétaire générale du recteur, nous avait informé-es que les personnels non encore renouvelés seraient affectés prioritairement pour les élèves en situation de handicap et que les autres seraient affectés à l'aide administrative aux écoles, nous apprenons maintenant du Ministère que les EVS restants seront affectés sur les collèges puis enfin sur les écoles, s'il en reste. Cette situation est inacceptable pour les écoles, comme pour les personnels précaires en attente de savoir quelle sera leur situation. Les écoles et les personnels attendent une réponse rapide tant sur les nombres de supports que sur les retours sur postes.

Ces missions doivent par ailleurs être rapidement reconnues comme de vrais métiers, assurés par des

personnels qualifiés, sous statut de la fonction publique pour améliorer le fonctionnement des écoles et décharger les directeurs-trices des nombreuses tâches qui ne devraient pas relever de leur mission. Nous espérons que la nouvelle loi d'orientation apportera des réponses à cette question.

Nous avons appris à la sortie des classes que les TRS n'allaient plus toucher l'ISSR comme auparavant. Cela va entraîner pour nombre d'entre eux une baisse de leur rémunération qu'ils n'avaient pas prévue. En effet cette décision est intervenue après les opérations de mouvement et les collègues n'ont pas pu faire leur choix en connaissance de cause. C'est inacceptable ! Nous demandons à nouveau que cette mesure soit reportée d'un an.

Le nouveau ministre parle à nouveau d'éducation prioritaire, avec à l'esprit les principes mis en place au début des ZEP. Si nous nous avons réussi en Gironde à baisser à nouveau les seuils à 25 par classe en RRS et en ECLAIR. et remis en avant la question de la scolarisation des moins de trois ans, nous attendons d'autres actions concrètes dès maintenant : abrogation du dispositif ECLAIR et de sa prime variable injuste, moyens dégagés pour baisser de manière significative les effectifs mais aussi pour permettre enfin le "plus de maîtres que de classes", la formation continue, la réimplantation des postes RASED et le travail en équipe nécessaires pour combattre la difficulté scolaire. La réussite de tous, c'est dans les ZEP urbaines et rurales qu'elle doit d'abord prendre tout son sens.

Tout doit être mis en œuvre dès maintenant pour rompre avec une politique éducative qui a accentué les inégalités scolaires et la sélection, qui a tourné le dos à toute ambition pédagogique.

C'est pourquoi la FSU continuera à prendre toute sa part dans la transformation de l'école pour la réussite de tou-tes, en continuant en Gironde à réclamer un plan de rattrapage de 500 postes (pour le 1er et 2ème degré) et en organisant des assises de l'éducation en automne.